

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 3 juin 2014
--

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-
Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M., Vanderkel A.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J.,
Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., Directeur général ff.

EXCUSE :

Breuse E., Conseiller

Avant d'entamer l'ordre du jour de la séance, la Présidente propose d'ajouter les quatre points suivants à cet ordre du jour :

- 22a. **Secrétariat** – Intercommunale IDEA : Assemblée générale du 25 juin 2014 – **approbation**
- 22b. **Secrétariat** – Intercommunale HYGEA : Assemblée générale du 25 juin 2014 – **approbation**
- 22c. **Secrétariat** – CISCM : Assemblée générale du 25 juin 2014 – **approbation**
- 22d. **Secrétariat** – Intercommunale IPFH : Assemblée générale du 24 juin 2014 – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition à l'unanimité.

Par ailleurs, faute de précisions suffisantes obtenues de la part de la Province du Hainaut, la Présidente propose de reporter sine die l'analyse du point 29.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition à l'unanimité.

Prestation de serment de Madame Annick Vanderkel en sa qualité de Conseiller communal

Madame Vanderkel prête, entre les mains de la Présidente, le serment suivant : « *je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge* ».

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 mars 2014 – partie publique – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve avec 19 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 25 mars 2014, partie publique.

2. Finances – Situation de caisse au 12 mai 2014 – information.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Prend connaissance de la situation de caisse, au 12 mai 2014, qui est arrêtée au montant de 2.471.686,95€.

3. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Erbisoeul - Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

4. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise - Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

5. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre - Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

6. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies- Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

7. Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean - Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

8. Finances – Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse à Herchies - Compte 2013 – avis

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Emet un avis favorable sur le compte 2013 de la Fabrique, avec 19 voix pour et 1 abstention.

9. **Finances** – Prêt accordé sous la garantie du Service général de garantie des Infrastructures privées subventionnées relatif au remplacement d'infrastructures inadaptées rue du Bois de Genly à 7050 Jurbise, pour un montant de 22.648,98€ – **approbation.**

Madame Senecaut interroge le Collège communal sur les possibilités de limiter un jour le nombre des inscriptions dans cette Ecole, supposant que la nécessité d'installer ces infrastructures supplémentaires découle du nombre sans cesse croissant d'inscriptions. L'Echevin de l'Enseignement et la Présidente rappellent que limiter ou interdire les inscriptions n'est légalement pas permis.

Madame Senecaut s'interroge toutefois sur l'éventualité d'évoquer d'évidentes raisons de sécurité en guise d'arguments, un accroissement continu des inscriptions pouvant, à terme, constituer une réelle source de problèmes.

L'Echevin de l'Enseignement, tout en reconnaissant la réalité de cette problématique, rappelle également que désormais, le Pouvoir organisateur ne dispose plus de place pour d'éventuels nouveaux agrandissements, mais estime que la problématique des inscriptions devrait progressivement se tasser.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition à l'unanimité.

10. **Finances** – Prêt accordé sous la garantie du Service général de garantie des Infrastructures privées subventionnées relatif aux installations de sanitaires supplémentaires à l'école de Masnuy-Saint-Jean pour un montant de 15.623,91€ – **approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition à l'unanimité.

11. **Finances** – convention relative à l'octroi d'un prêt « CRAC » conclu dans le cadre du financement alternatif des investissements de travaux subsidiés, à savoir les travaux d'égouttage et de voirie à la rue du Plouys et la Place d'Erbaut pour un montant de 254.410,00 € - **approbation.**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition de convention à l'unanimité.

12. **Finances** – constitution d'un fonds de réserve extraordinaire avec les « queues » d'emprunts et subsides inutilisés - **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve cette proposition à l'unanimité.

13. **Finances** – Compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2013 – **approbation.**

La Présidente présente le compte communal de l'exercice 2013.

A l'issue de cette présentation, Madame Galant et Monsieur Delhayé remercient successivement le personnel de l'Administration pour le travail accompli.

Monsieur Delhayé fait remarquer que le compte 2013 fait apparaître une dégradation du cash flow sous le seuil de 1% et, partant, de la capacité de la Commune de Jurbise à emprunter. L'Administration ayant lancé un signal d'alarme au Politique, Monsieur Delhayé interroge le Collège communal sur la manière dont il sera tenu compte de ce signal et sur la stratégie qui sera suivie en terme de planification.

La Présidente lui répond en insistant sur l'étroite collaboration qui existe et a toujours existé entre le Collège communal et l'Administration, le corps politique suivant les conseils du Directeur financier. Elle rappelle également que la Commune a été amenée à faire face à des investissements exceptionnellement importants en 2013, tels que la construction de la nouvelle Ecole à Erbisoeul et la rénovation de la salle des fêtes de Vacresse. La Présidente conclut en confirmant que le Collège communal continuera à prêter une attention de premier ordre aux différents investissements à consentir et à la situation communale.

Monsieur Delhayé espère qu'il sera toujours possible de tenir le rythme actuel, et ce même si la Commune de Jurbise présente une bonne santé financière, les signaux interpellants évoqués dans le compte 2013 devant être tenus à l'œil.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve avec 17 voix pour et 3 abstentions le compte communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2013.

14. Finances – Modification budgétaire N°1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013 – Approbation.

La Présidente présente la modification budgétaire n°1 du budget 2013.

A l'issue de cette présentation, Monsieur Delhayé demande à savoir quels ont été les changements dans la nature des investissements, certains investissements passant du statut de « probable » à celui d'« improbable », et vice versa. Le Directeur financier et la Présidente lui répondent.

Madame Senecaut fait remarquer qu'une attestation pour subsides reçus par des personnes morales, a été signée par Monsieur Michel Pigeon. La Présidente lui précise que Monsieur Pigeon a signé au nom de l'ASBL Alteo.

Madame Senecaut fait remarquer que les seuls documents comptables obtenus, et annexés au compte 2013, sont ceux de l'ASBL Contrat Rivière Dendre, et réitère son étonnement face à au constat que les autres bénéficiaires ne communiquent pas leurs documents comptables, comme exigé par le règlement communal. Elle demande si ces documents ont été demandés à tous les bénéficiaires, ce à quoi la Présidente lui répond par l'affirmative.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Approuve avec 17 voix pour et 3 abstentions la modification budgétaire n°1 des services ordinaire et extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013.

15. Finances – Redevance pour prestations du personnel communal et utilisation de véhicules communaux dans le cadre de réparation des installations communales et de mises à disposition de personnel et de véhicules au bénéfice d'autres pouvoirs publics - approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du conseil communal ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu les demandes régulières sollicitant l'intervention du personnel communal et/ou de véhicules communaux pour réparer les installations communales suite, notamment, à des dégradations accidentelles ou volontaires (d'auteur connu ou inconnu);

Vu les demandes susceptibles d'émaner d'autres pouvoirs publics tels que, par exemple, des communes proches, des Intercommunales ou encore le Service Public de Wallonie, afin de bénéficier d'une mise à disposition de personnel et/ou de véhicules communaux;

Vu les charges qu'est susceptible d'entraîner, pour l'Administration Communale, la mise à disposition de personnel communal et de véhicules pour effectuer ces prestations;

Sur proposition du Collège Communal du 08 avril 2014 et après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1 : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, une redevance communale pour prestations du personnel communal avec ou sans l'utilisation de véhicules communaux.

Article 2 : Sont visées, toutes prestations effectuées par le personnel communal avec ou sans utilisation de véhicules communaux dans le cadre des réparations des installations communales suite à des dégradations accidentelles ou volontaires, ainsi que dans le cadre de mises à disposition de personnel et/ou de véhicules communaux soit pour répondre à une sollicitation d'un pouvoir public, soit pour palier au défaut d'intervention d'un pouvoir public sur un bien lui appartenant ou dont il assure la responsabilité sur le territoire communal.

Article 3 : Les redevances sont fixées comme suit :

- Prestations du personnel communal : 38,00 € par heure et par personne
- Prestations de personnel communal avec véhicule :
 - o Grue avec opérateur : 150,00 € par heure
 - o Camion avec chauffeur : 100 € par heure + frais kilométriques
 - o Camion avec grappin et chauffeur : 130,00 € par heure + frais kilométriques
 - o Bus (22 places) avec chauffeur (VW) : 60,00 € par heure + frais kilométriques
 - o Bus (32 places) avec chauffeur (King Long) : 80,00 € par heure + frais kilométriques
 - o Car (54 places) avec chauffeur (Scania ou Irisbus) : 140,00 € par heure + frais kilométriques
 - o Balayeuse avec chauffeur : 150,00 € par heure + frais kilométriques
 - o Hydrocureuse avec chauffeur : 150,00 € par heure + frais kilométriques
- Mise à disposition de véhicule :
 - o Petite grue à chenille (Komatsu) sur remorque : 100,00 € par jour
 - o Camionnettes et/ou tracteurs : 80,00 € par jour + frais kilométriques

Article 4 : Les frais kilométriques sont fixés à 0,80 € par kilomètre parcouru pour tous les véhicules nécessitant le relevé de ces frais.

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de la prestation.

Article 6 : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 5, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

16. Secrétariat – Plan de Cohésion sociale (PCS) de la Commune de Jurbise : rapport d'activité relatif aux activités menées durant l'année 2013 – approbation

Monsieur Delhayé réitère la demande faite lors d'une séance précédente du Conseil communal, à savoir de pouvoir bénéficier d'une présentation du PCS, présentation qui soit quelque peu plus élaborée que les rapports d'activité que la Commune se doit de compléter et de renvoyer à la Région Wallonne.

Par ailleurs, Monsieur Delhayé fait remarquer que les intitulés exacts des actions menées dans le cadre du PCS, ne sont pas mentionnés.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 22 Septembre 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 16 Décembre 2009, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 30 juin 2014, au SPW – Direction Interdépartementale de l'Action sociale, Secrétariat Général, Place Joséphine Charlotte n°2 (6^{ième} étage) à 5100 Jambes, le rapport d'activité 2013 ;

Vu la consultation préalable de la Commission locale d'accompagnement sur le dit rapport d'activité 2013 et l'absence de remarque à son sujet ;

Vu le procès-verbal de la Commission Locale d'Accompagnement du 02 juin 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1. – D'approuver le rapport d'activité PCS 2013.

Article 2. – De faire parvenir au SPW, pour le 30 juin 2014 au plus tard, un exemplaire de la présente délibération ainsi que le rapport susmentionné.

17. Secrétariat – Intercommunale IMIO : Assemblée générale du 05 juin 2014 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 mai 2013 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle(IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 05 juin 2014 par lettre datée du 10 avril 2014 ;

Considérant que l'Assemblée générale du premier semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de juin, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 05 juin 2014 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2013;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes ;
6. Nomination de l'administrateur représentant les intercommunales au sein d'IMIO.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 05 juin 2014 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
2. Présentation du rapport du Collège des contrôleurs aux comptes ;
3. Présentation et approbation des comptes 2013;
4. Décharge aux administrateurs ;
5. Décharge aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes ;
6. Nomination de l'administrateur représentant les intercommunales au sein d'IMIO.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 :- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

18. **Secrétariat** – Intercommunale ORES Assets : Assemblée générale du 26 juin 2014 –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

Attendu qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

Considérant l'affiliation de la commune à l'association intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de l'Intercommunale le 26 juin 2014 par mail daté du 12 mai 2014 ;

Considérant que la commune doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale le 26 juin 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association intercommunale ORES Assets du 26 juin 2014 qui nécessitent un vote. L'ordre du jour est le suivant :

1. Présentation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ;
2. Présentation du rapport du réviseur ;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 et de l'affectation du résultat ;
4. Décharge aux administrateurs pour l'année 2013 ;
5. Décharge aux réviseurs pour l'année 2013 ;
6. Rapport annuel 2013 ;
7. Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés ;
8. Rémunération des mandats en ORES Assets ;
9. Nominations statutaires.

Article 2. : De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 3 juin 2014, et de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3. : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

19. **Secrétariat – Société Haute Senne Logement : Assemblée générale du 06 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013 portant sur la désignation de cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale de la société le 06 juin 2014 par lettre datée du 7 mai 2014 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de la société par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} : D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la société de logement de service public « Haute Senne Logement » du 06 juin 2014 qui nécessitent un vote.

Article 2 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 3 :- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4 : de transmettre la présente délibération à la société de logement de service public « Haute Senne Logement ».

20. **Secrétariat – Intercommunale IDETA : Assemblée générale du 27 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 27 juin 2014;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Approbation du Rapport de gestion 2013 consolidé
2. Approbation des Comptes 2013 consolidés et de l'affectation du résultat
3. Rapport du Commissaire-Réviseur
4. Décharge au Commissaire-Réviseur
5. Décharge aux Administrateurs
6. Prise de participations

7. Divers - Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} :

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation du Rapport de gestion 2013 consolidé.

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation des Comptes 2013 consolidés et de l'affectation du résultat.

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Rapport du Commissaire-Réviseur.

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Décharge au Commissaire-Réviseur.

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Décharge aux Administrateurs.

D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Prise de participations.

D'approuver le point n° 7 Divers de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Divers - Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du vendredi 27 juin 2014, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

21. **Secrétariat – Intercommunale IGRETEC : Assemblée générale du 24 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013 ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IGRETEC le 24 juin 2014;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modifications statutaires
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2013 – rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2013
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration
6. Prise à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013
7. In House : modifications

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC ;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} :

D'approuver l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs
2. Modifications statutaires
3. Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2013 – rapport de gestion du conseil d'administration – rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes
4. Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2013
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration

6. Prise à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013
7. In House : modifications

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mardi 24 juin 2014, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à IGRETEC, à Monsieur le Directeur financier ainsi qu'au département administratif.

22a. Secrétariat – Intercommunale IDEA : Assemblée générale du 25 juin 2014 – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Ville/Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Ville/Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 22 mai 2014 ;

Considérant que la Ville/Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Ville/Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 25 juin 2014 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2013 ;

Considérant qu'en date du 21 mai 2014, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux/provinciaux/et des CPAS associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible

sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2013 et considérant que les conseillers communaux/provinciaux/et des CPAS associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2013, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2013, au Réviseur ;

- Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte les tarifs In House – Livre A « Mise en œuvre des projets » – Tarifs applicables aux missions de chef de file dans le cadre des projets Feder ;

Considérant qu'en date du 21 mai 2014, le Conseil d'Administration a approuvé les tarifs In House - Livre A « Mise en œuvre des projets » - applicables aux missions de chef de file dans le cadre des projets Feder ;

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 :

- d'approuver le rapport d'activités 2013.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2013.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2013.

Article 4 :

- de donner décharge au Réviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2013.

Article 5 :

- d'approuver les tarifs In House - Livre A « Mise en œuvre des projets » - applicables aux missions de chef de file dans le cadre des projets Feder.

22b. **Secrétariat – Intercommunale HYGEA : Assemblée générale du 25 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Ville/Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Ville/Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 23 mai 2014 ;

Considérant que la Ville/Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Ville/Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 26 juin 2014 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2013 ;

Considérant qu'en date du 22 mai 2014, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2013 et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2013, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'HYGEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2013, au Réviseur ;

- Considérant que le **septième point** porte sur des modifications de la composition du Conseil d'Administration ;

Qu'en date du 27 mars 2014, le Conseil d'Administration d'HYGEA a acté la désignation de Monsieur Emmanuel WIARD, Conseiller communal à Merbes-le-Château en remplacement de Madame Isabelle MARCQ au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA.

Qu'en date du 27 mars 2014, le Conseil d'Administration d'HYGEA a acté la désignation de Madame Marie-Mercedes DOMINGUEZ, Conseillère communale à Colfontaine en remplacement de Madame Savine MOUCHERON en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA.

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1 :

- d'approuver le rapport d'activités 2013.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2013.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2013.

Article 4 :

- de donner décharge au Réviseur pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2013.

Article 5 :

- d'approuver les modifications de la composition du Conseil d'Administration, à savoir, la désignation de Monsieur Emmanuel WIARD, Conseiller communal à Merbes-le-Château en

remplacement de Madame Isabelle MARCQ au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA et la désignation de Madame Marie-Mercedes DOMINGUEZ, Conseillère communale à Colfontaine en remplacement de Madame Savine MOUCHERON en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'HYGEA.

22c. **Secrétariat –CISC M : Assemblée générale du 25 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISC M par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité, et que ceux-ci ont été désignés par le Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISC M du 25 juin 2014 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du rapport d'activités 2013 du CISC M ;
2. Présentation des comptes de l'exercice 2013- rapport du conseil d'administration et du Commissaire Réviseur ;
3. Décharge à donner aux Administrateurs, pour l'exercice social écoulé ;
4. Décharge à donner au Commissaire Réviseur pour l'exercice social écoulé ;
5. Désignation d'un nouveau Commissaire Réviseur pour les années 2014 à 2016 ;
6. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
7. Fixation des honoraires des médecins rémunérés à la prestation ;
8. Présentation du projet de fusion entre le SPMT et ARISTA ;
9. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISC du 25 juin 2014 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du rapport d'activités 2013 du CISC ;
2. Présentation des comptes de l'exercice 2013- rapport du conseil d'administration et du Commissaire Réviseur ;
3. Décharge à donner aux Administrateurs, pour l'exercice social écoulé ;
4. Décharge à donner au Commissaire Réviseur pour l'exercice social écoulé ;
5. Désignation d'un nouveau Commissaire Réviseur pour les années 2014 à 2016 ;
6. Fixation du montant de la cotisation des membres associés pour l'année sociale à venir ;
7. Fixation des honoraires des médecins rémunérés à la prestation ;
8. Présentation du projet de fusion entre le SPMT et ARISTA ;
9. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISC.

22d. **Secrétariat – Intercommunale IPFH : Assemblée générale du 24 juin 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal, et que ces délégués ont été désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 24 juin 2014 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2,3 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Le Conseil décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 ;

Article 2 : D'approuver le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir:

- Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013 ;

Article 3 : D'approuver le point 4°) de l'ordre du jour, a savoir:

- Décharge à donner aux membres du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2013 ;

Article 4 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 03 juin 2014 ;

Article 5 : de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 a 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit pour le 17 juin 2014 ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre des pouvoirs locaux.

23. Secrétariat – Déclassement de deux équipements de travail – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1993, paru au Moniteur Belge le 28 septembre 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail sur le lieu de travail ;

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être au travail ;

Vu le caractère vétuste des équipements de travail suivants :

- scie à ruban de marque BAUKNECHT n°282082-104-NBF 075/6-7M ;
- raboteuse de type MECANILS et l'usure de certains éléments de ceux-ci;

Vu l'absence de systèmes de protection (bouton d'arrêt d'urgence et capot de protection) ;

Attendu que ces équipements de travail représentent un risque pour les travailleurs dans le cadre de leur utilisation;

Vu que les prescriptions de sécurité ne peuvent être garanties lors de l'exécution de travail ;

Vu l'avis du Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail proposant au Collège communal le déclassement de ces équipements de travail ;

Attendu que ces biens doivent être désaffectés du Patrimoine communal ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 12 mai 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : D'approuver la désaffectation de la scie à ruban modèle BAUKNECHT n°282082-104-NBF 075/6-7M et la raboteuse MECANILS du patrimoine de l'Administration communale de Jurbise.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'au Service Interne pour la Prévention et la Protection au Travail pour le suivi du dossier.

24. Juridique – MP 2014-12-SG relatif à la fourniture et l'installation d'appareils de cuisine pour la Salle des fêtes de Vacresse – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-12-SG relatif au marché "Fourniture et installation d'appareils de cuisine pour la Salle des fêtes de Vacresse" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.600,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-12-SG et le montant estimé du marché "Fourniture et installation d'appareils de cuisine pour la Salle des fêtes de Vacresse", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 5.600,00 €.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. Juridique – MP 2014-13-SG relatif à l'acquisition de chalets en bois pour l'organisation de marchés de Noël – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Madame Senecaut demande qui seront les éventuels bénéficiaires de ces chalets. La Présidente lui répond qu'outre la Commune elle-même, d'autres comités et organismes comme le Patro (qui organise le marché de Noël en collaboration avec la Commune) pourront également en bénéficier. Madame Senecaut demande également comment seront définies les modalités de prêt de ce matériel. La Présidente lui répond que ces modalités n'ont pas encore été arrêtées.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-13-SG-CL relatif au marché "Acquisition de chalets en bois pour l'organisation de marchés de Noël" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 762/712-56 (n° de projet 20140050) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que des crédits supplémentaires sont prévus en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2014;

DECIDE, avec 17 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-13-SG-CL et le montant estimé du marché "Acquisition de chalets en bois pour l'organisation de marchés de Noël", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 20.000,00 €.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 762/712-56 (n° de projet 20140050). Des crédits supplémentaires sont prévus en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2014

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

26. Juridique – MP 2014-14-SG relatif à l'acquisition de mobilier pour la Salle des fêtes de Vacresse – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Madame Senecaut fait remarquer une erreur de montant dans l'article 1^{er} de la délibération. Le Directeur général ff lui confirme que le montant estimé de cette procédure s'élève bien à 24.079,00 € TVAC.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-14-SG-CL relatif au marché "Acquisition de mobilier pour la Salle des fêtes de Vacresse" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 24.079,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-14-SG-CL et le montant estimé du marché "Acquisition de mobilier pour la Salle des fêtes de Vacresse", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 24.079,00 €.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit qui est inscrit en modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire de l'exercice 2014.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

27. Culture – Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales : adaptations des tarifs et des modalités générales ou particulières – approbation

L'Echevine de la Culture présente le nouveau règlement au Conseil communal.

Monsieur Delhaye demande s'il ne serait pas opportun de prévoir une fourchette horaire endéans laquelle les activités diverses pourraient être organisées dans les salles communales, afin d'éviter la survenue d'incidents tels que ceux connus au cours des années précédentes. Le Collège communal ne souhaite pas accorder une suite favorable à la demande de Monsieur Delhaye.

Monsieur Delhaye propose également que des précisions soient intégrées concernant les dispositions à respecter en matière de tapage nocturne, par exemple, mais la Présidente lui répond que le règlement ici présenté fait explicitement référence au Règlement Général de Police (RGP) que tout citoyen et locataire se doit de respecter.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la délibération du 3 novembre 2009 du Conseil communal, approuvant le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales de Jurbise ;

Vu les modifications apportées ultérieurement à ce Règlement, et notamment celles approuvées le 2 février 2010 adaptant l'article 23 du Règlement ;

Vu la nécessité de procéder à une actualisation de ce même Règlement, compte tenu, notamment, de la nécessité d'adapter les tarifs de location, d'intégrer le fait que certains bâtiments sont munis

d'un système d'alarme et d'un système d'ouverture par badges, ou encore de prendre en considération la rénovation intégrale de la Salle des fêtes de Vacresse ;

Vu le projet de Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, présenté ce jour au Conseil communal ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 14 mai 2014 :

DECIDE, par 17 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le nouveau Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales.

Article 2. - De soumettre à l'autorité de tutelle le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, tel qu'approuvé par le Conseil communal.

28. **Travaux** - Délibération du Collège communal portant sur l'approbation de l'offre d'Ores pour le raccordement électrique de l'extension de l'école d'Erbisoeul – **ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique :

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu l'urgence et notamment l'article L1311-5, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la délibération du Collège Communal du 08.04.2014 approuvant l'offre établie par Ores en date du 24.03.2014 au montant de 16.206,14 € T.V.A. comprise pour réaliser le raccordement électrique IV400V/125A de l'extension de l'école d'Erbisoeul;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2014;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera financé par emprunt;

DECIDE, à l'unanimité ;

Article 1^{er}. - De ratifier la délibération du Collège Communal du 08.04.2014 approuvant l'offre établie par Ores en date du 24.03.2014 au montant de 16.206,14 € T.V.A. comprise pour réaliser le raccordement électrique IV400V/125A de l'extension de l'école d'Erbisoeul;

Article 2. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

29. **Travaux** - Cartographie des chemins et sentiers communaux – inventaire terrain ; projet de convention pour l'établissement d'un partenariat avec la Province de Hainaut – **approbation**

En début de séance, le Conseil communal a accepté à l'unanimité d'annuler ce point.

30. **Question(s) orale(s)**

Pour le Groupe PS, Madame Petit pose la question suivante à la Présidente :

Serait-il possible d'examiner la pertinence de transmettre une demande aux autorités compétentes pour le placement de deux signaux B17 le long de la N 524 (Rue de Baudour) - l'un avant la rue de Vacresse et l'autre avant la rue du Fort Mahon - et ce, sur base :

- d'un relevé de la Police sur les accidents survenus à ces carrefours ;*
- d'un comptage et pourquoi pas un radar préventif ?*

La Présidente, qui fait remarquer que Madame Petit est sans doute régulièrement confrontée aux problèmes susceptibles de se poser à ces deux carrefours compte tenu du fait qu'elle habite à proximité de ceux-ci, propose de transmettre au Service Public Wallonie, autorité responsable de la voirie évoquée, un rapport de police sur le nombre d'accidents recensés.

Par ailleurs, la Présidente confirme à l'assemblée que le radar préventif sera installé à ces deux carrefours dans les jours à venir.

Pour le groupe PS, Monsieur Delhay pose ensuite la question suivante :

La procédure du vote électronique a fait l'actualité ces derniers jours en raison d'une vétusté globale. En 2011, le gouvernement wallon s'était prononcé en faveur du vote papier laissant toutefois aux communes déjà engagées dans la "voie électronique" la possibilité d'y rester pour autant qu'elles prennent en charge elles-mêmes les dépenses relatives au coût du vote.

Qu'en est-il de la situation jurbisienne, dans la perspective des prochaines élections ?

La Présidente répond en commençant par préciser qu'aucun problème technique n'a été rencontré à Jurbise durant les dernières élections, et qu'à une époque où chacun dispose d'un ordinateur et où tout le monde a déjà été confronté à un acte de piraterie de sa boîte email, elle n'ose pas imaginer un retour au vote papier : ce serait comme repasser de l'ordinateur à la machine à écrire. Sur ce point de vue, Monsieur Delhay marque son total assentiment.

La Présidente distingue ensuite, en ce qui concerne les coûts du vote électronique, les élections de ce 25 mai 2014 et celles du 14 octobre 2012.

Le financement des élections de mai 2014 a été assuré, pour l'essentiel, par le Gouvernement fédéral, la Commune ne devant financer que l'assistance et la maintenance du matériel informatique avant les élections.

Le financement des élections d'octobre 2012 avait effectivement fait l'objet, comme le signalait Monsieur Delhay, d'une proposition du Gouvernement wallon qui invitait les communes désireuses de continuer à recourir au vote électronique, à prendre en charge la différence de coût entre vote papier et vote électronique. A l'époque, ce coût avait été estimé par le Ministre Furlan à 3€ par électeur. Toutefois, il convient de préciser que ce chiffre a non seulement été contesté par le prestataire « Stesud », mais également par les communes germanophones, toutes concernées par ce système de vote. Enfin, la Présidente tient également à préciser qu'à ce jour, aucun frais n'a été réclamé par la Région Wallonne pour l'organisation des élections par le biais du vote électronique.

La Présidente conclut en indiquant qu'elle demeure favorable au vote électronique pour l'organisation des prochaines élections, et prend en exemple les complications que posait, à Bruxelles par exemple, le retour au vote papier, lorsque l'on compte le nombre de listes présentées aux dernières élections et la taille des bulletins de vote qui devraient être conçus.

Monsieur Delhayé, tout en signalant qu'il n'est pas opposé au vote électronique, demande également si un renouvellement du parc informatique devrait être envisagé dans ce cas de figure. La Présidente répond par l'affirmative, et rappelle qu'une expérience pilote avec un nouveau système – et un nouveau matériel informatique – a été menée avec succès en Flandres et à Bruxelles, sans que la Wallonie n'accepte de participer à cette expérience.

Huis clos

Le Directeur Général ff,

La Bourgmestre,

GILLARD Stéphane

GALANT Jacqueline